

Investissement Canada—Loi

Et comme tout le monde dans cette Chambre le sait, c'est que ces industries-là sont plus vulnérables face à des investissements étrangers. Je pense que mon collègue de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy) a très bien expliqué, et je pense que c'est très simple à comprendre, si les gens du côté conservateur voulaient comprendre, le danger dans le domaine de l'habitation. En plus d'un danger dans le domaine de la petite et moyenne entreprise, si les amendements proposés par mon collègue ne sont pas adoptés, cela risque de créer des torts énormes dans le domaine de l'habitation, un domaine qui est très important et qui est essentiel pour tous nos citoyens et citoyennes parce que c'est bien simple, tout le monde a besoin d'un logement.

Monsieur le Président, on sait que ce gouvernement-là... Pourquoi on est craintif? Pourquoi on propose des amendements? Pour sécuriser la population. Notre rôle c'est de sécuriser les citoyens et les citoyennes du Canada. Notre rôle ce n'est pas de protéger le gouvernement, ce n'est pas de protéger les ministres. Le rôle de chaque député c'est de s'assurer que tous les citoyens du Canada, à la grandeur du pays, peu importe la province, la région, le village, la ville, la municipalité, que ces citoyens-là aient une protection, une assurance dans le domaine de l'habitation.

Examinons les actions prises par ce gouvernement. Au niveau des programmes d'habitation, il a coupé de façon unilatérale les sommes d'argent allouées pour la restauration, la rénovation des logements, et l'amélioration de la qualité de logements. Monsieur le Président, si on examine le projet de loi C-15 et les gestes posés par ce gouvernement-là au niveau des coupures en matière de logement, on se demande s'il n'ouvre pas complètement la porte à la spéculation. Si le gouvernement ne fournit plus son aide pour aider les petits propriétaires à rénover les logements et à maintenir des loyers convenables et à des prix assez bas, qui viendra offrir à ces gens-là l'achat de propriété? Ce sera des investisseurs étrangers qui auront de l'argent en masse pour investir, mais lorsqu'ils auront acheté des pâtés de maisons, des rues, des villages au complet, ils changeront complètement l'aspect social, l'aspect économique et l'aspect communautaire dans un milieu, monsieur le Président.

On sait que, présentement, dans les Laurentides, il y a une cause pour laquelle des gens ont vendu des condominiums qui ne sont même pas construits à des gens. Les gens ont déjà payé des sommes de \$7,000. Il est important qu'il y ait de la protection pour protéger ce qu'il y a de plus important pour chaque citoyen au Canada: son logement, sa propriété. Y a-t-il un député dans cette Chambre qui ne croit pas que l'habitation... son logement est important? Je suis convaincu que c'est oui, monsieur le Président. Il me semble qu'il serait raisonnable de s'assurer qu'il y ait de l'information. Il va être trop tard lorsqu'il arrivera dans chacune de nos circonscriptions, que ce soit dans la circonscription du ministre responsable de la petite et de la moyenne entreprise, lorsqu'il se réveillera il sera trop tard, il y aura une série de logements qui auront été achetés par des investisseurs étrangers qui, du jour au lendemain, décideront de continuellement changer complètement la vocation de résidences à logements locatifs et de convertir cela en condos et de mettre à la porte tous les citoyens et citoyennes qui étaient dans le logement, qui avaient planifié leur vie à telle ou telle chose. Est-ce qu'il y a moyen

que l'on puisse sensibiliser au moins un ou deux députés progressistes conservateurs dans ce domaine-là, pas pour se lever en Chambre ici pour en parler, monsieur le Président, mais pour se lever au caucus et dire: Écoutez, il y a des choses, c'est sensé, c'est simple, c'est clair et net, notre devoir, c'est de protéger les gens? Et sur ce projet de loi-là, tout le monde est d'accord pour faire venir des investissements étrangers, tout le monde est d'accord, même je suis deux fois plus d'accord à ce que ce soit les Canadiens et les Canadiennes qui se prennent en main, qui se prennent en charge. Je pense que même les députés de cette Chambre sont plus d'accord à ce qu'on ait des programmes pour aider notre jeunesse à devenir des entrepreneurs, monsieur le Président, à développer l'industrie canadienne, à créer les emplois qu'il nous faut ici, mais sans empêcher les investisseurs étrangers de venir ici acheter des biens, nous aider à développer, mais il faut absolument s'assurer que tout ce développement, cet investissement-là, que toutes les actions qui sont faites ici correspondent aux besoins et aux désirs de l'ensemble des citoyens du Canada. Nous avons des traditions très importantes au Canada dans le domaine des relations de travail, dans le domaine du développement social, monsieur le Président. Je vais vous parler d'un domaine qui peut être en danger si on n'a pas assez d'informations qui soient rendues publiques pour éviter peut-être que certains investisseurs viennent ici; peut-être qu'ils pourront créer deux emplois de plus, monsieur le Président, mais ils pourront créer beaucoup plus de tort que les deux emplois de plus qu'ils auront créés à long terme.

• (1650)

C'est dans le domaine social. Nous avons au Canada un système de santé et de sécurité sociale le meilleur dans le monde entier, monsieur le Président. Nous avons la gratuité et l'universalité dans le domaine des soins. Si demain, dans chacun des coins de nos provinces, de notre pays, à cause de l'absence d'informations et de mesures de contrôle à l'endroit des investisseurs étrangers... ce sera ces gens-là qui viendront transformer nos systèmes que la population a acquis avec les années, monsieur le Président. Je sais qu'avec un gouvernement conservateur, et on sait que l'ancien premier ministre Miller qui est à court terme, ce soir, il va avoir fini son mandat, je sais que, lui, il a dit, monsieur le Président, qu'il était pour la surfacturation. Mais ce sont des influences, monsieur le Président, de gens à l'étranger qui sont habitués à deux classes de médecine, la médecine pour les riches, la médecine pour les pauvres. Il faut garder un équilibre au Canada et les amendements proposés par mon collègue de Winnipeg-Fort Garry (Mr. Axworthy) et ceux proposés par les députés du NPD, monsieur le Président, il y a deux partis différents, et là-dessus on est d'accord, cela devrait sensibiliser les progressistes conservateurs, monsieur le Président. Je pense que c'est important et j'ai confiance que certains députés progressistes conservateurs réfléchissent parce que c'est dans chacune de nos circonscriptions que cela va se réaliser le lendemain.

Monsieur le Président, non seulement ils ne veulent pas entendre raison, non seulement ils ne veulent pas écouter, non seulement ils ne veulent pas modifier, là ils sont rendus qu'ils passent la motion de censure. Monsieur le Président, ils abusent de la majorité numérique qu'ils ont eue aux dernières